

COMPTE RENDU DE L'APN

Novembre 2019



LOGEMENT ET INFRASTRUCTURES : STRATÉGIE POUR LE TRANSFERT AUX PREMIÈRES NATIONS DE LA RESPONSABILITÉ, DU CONTRÔLE ET DE LA GESTION DU LOGEMENT ET EXAMEN APPROFONDI DU LOGEMENT PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

APERÇU - STRATÉGIE DÉCENNALE NATIONALE SUR LE LOGEMENT ET LES INFRASTRUCTURES CONNEXES DES PREMIÈRES NATIONS

En décembre 2018, les Chefs en assemblée ont adopté la résolution n° 57/2018, *Stratégie nationale des Premières Nations sur le logement et les infrastructures connexes*, (la Stratégie).

La Stratégie a été élaborée conjointement par l'Assemblée des Premières Nations (APN) et le Canada. L'APN, guidée par le Comité des Chefs sur le logement et les infrastructures, a dirigé son élaboration.

La Stratégie est une des étapes clés d'un processus pluriannuel qui a pour objectif de transférer aux Premières Nations la responsabilité, le contrôle et la gestion du logement et des infrastructures connexes.

Le processus menant au contrôle du logement et des infrastructures par les Premières Nations comporte encore certaines étapes.

Étape clé	Date et état
1. Analyse des données recueillies sur les besoins en matière de logement pour appuyer des demandes futures pour le budget fédéral	L'APN et le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations collaborent afin d'analyser les données recueillies et présenter les besoins réels des Premières Nations en matière de logement.

Étape clé	Date et état
2. Élaboration conjointe avec le Canada d'un plan de mise en œuvre de la stratégie mené par l'APN	2019, actuellement en élaboration.
3. État de préparation des régions et des Premières Nations	Les régions et les Premières Nations sont à des niveaux de préparation variables.
4. Mémoire au Cabinet autorisant un changement transformateur quant au contrôle par les Premières Nations	Attendu initialement vers la fin de 2018, maintenant prévu vers la fin de 2019 ou au début de 2020.
5. Discussions et négociations pour la création de systèmes et de régimes pour le logement et les infrastructures contrôlés par les Premières Nations au niveau des Nations, des régions ou des sous-régions.	Commenceront lorsque les Premières Nations et les régions seront prêtes; p. ex., la région de la Colombie-Britannique a amorcé des discussions avec le Canada en 2018.

COMPTE RENDU DE L'APN

Novembre 2019

Étape clé	Date et état
6. Le rôle du gouvernement fédéral se limite à fournir un financement stable, suffisant, prévisible et soutenu aux Premières Nations et à leurs autorités et	Le nouveau rôle limité du gouvernement fédéral commencera à la signature d'accords juridiques, attendue au cours des prochaines années.

Étape clé	Date et état
entités responsables du logement et des infrastructures.	

PROCHAINES ÉTAPES

ÉLABORATION DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE ET D'UN MÉMOIRE AU CABINET

L'accent est actuellement mis sur la finalisation du plan de mise en œuvre de la stratégie d'ici la fin de 2019. Ce plan doit préciser des activités à court, moyen et long terme et les résultats prévus. La stratégie, son plan de mise en œuvre, les résultats de l'exercice national de collecte des données sur le logement et une analyse des coûts sont les principaux ingrédients du mémoire au Cabinet (MC) qui autorisera un changement transformateur en matière de contrôle du logement par les Premières Nations. La plupart des régions ont terminé la collecte de données. Nous tentons actuellement d'aider certaines régions qui ont accusé des retards concernant la collecte des données.

Il est prévu que le mémoire au Cabinet aura un effet transformateur sur la politique du gouvernement fédéral sur le logement des Premières Nations et autorisera la transition du contrôle du logement et des infrastructures aux Premières Nations. Les Premières Nations ou leurs organisations régionales peuvent entamer des discussions avec Services aux Autochtones Canada (SAC) concernant le

contrôle du logement par les Premières Nations en contactant l'**Initiative de transfert des services au logement** de SAC (contacter Roxanne Gravelle à l'adresse Roxanne.gravelle@canada.ca). Le 4^e Forum national sur le logement et les infrastructures connexes et deux ateliers de réflexion plus modestes seront tenus pour maintenir l'élan vers un changement transformateur en matière de logement. L'APN explore aussi les objectifs, la structure et les services qu'un Centre national de politique et de recherche des Premières Nations pourrait fournir aux Premières Nations. La recherche fait particulièrement attention de veiller à ce que sa structure et ses services ne compromettent pas les objectifs des régions en ce qui concerne le développement d'entités de soutien au logement.

RAPPORT DE L'EXAMEN APPROFONDI DU LOGEMENT DANS LES RÉSERVES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, JUILLET 2019

Le 19 août 2019, le gouvernement fédéral a remis à l'APN une copie de son rapport intitulé « Examen approfondi du logement des Premières Nations dans les réserves ». Ce rapport de neuf pages a été publié le 11 juillet 2019. Des représentants du

COMPTE RENDU DE L'APN

Novembre 2019

gouvernement ont ensuite rencontré des membres du personnel de l'APN pour discuter du rapport.

La portée du processus était d'examiner le fonctionnement interne du gouvernement en lien avec la situation du logement des Premières Nations dans les réserves et de compléter les travaux conjoints en cours visant à accroître la responsabilité, le contrôle et la gestion de leurs logements par les Premières Nations.

L'équipe chargée de l'examen approfondi comprenait des représentants du Bureau du Conseil privé (BCP), SAC et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). L'équipe a rencontré des représentants fédéraux de la SCHL et des bureaux régionaux de SAC, des représentants de l'APN, le Conseil des Premières Nations de la Colombie-Britannique sur le logement et les infrastructures, des experts et des gestionnaires du logement, ainsi que des experts de la santé. Elle s'est également rendue dans des communautés des Premières Nations de la Colombie-Britannique, du Manitoba et du Québec.

Le rapport « ...présente les principaux défis et des recommandations clés au gouvernement du Canada, à court et à moyen terme, pour améliorer la situation du logement et les services sociaux et de santé connexes. Il vise aussi à préparer les ministères fédéraux en vue de la prestation de programmes par les Premières Nations. »

Le rapport fait état de quatre principaux défis :

1. Manque d'objectifs, de cibles et de rôles clairement définis; « En l'absence

d'un objectif commun et bien défini, les programmes et les partenaires fédéraux peuvent sembler désunis » – « Un manque de clarté concernant les objectifs généraux et la façon de mesurer le succès subsiste dans l'ensemble du système... ».

2. Manque de coordination; « Les intervenants souhaitaient une approche simplifiée, mieux alignée aux besoins, aux réalités géographiques et aux cycles de construction des communautés... Il y a aussi un manque de coordination entre les efforts de santé et de logement au sein des communautés. »

3. Capacités pour la gestion du logement; « ... Il a été souligné que le rôle de gestionnaire du logement est critique pour l'accès aux programmes fédéraux nouveaux et existants, l'exécution fructueuse d'investissements en matière de logement, une gouvernance solide et la gestion continue du portefeuille de logements. ...Plusieurs personnes ont souligné l'importance des gestionnaires du logement dans les communautés, puisque les communautés connaissent le mieux leurs propres besoins. »

4. Financement accessible, flexible et prévisible; « ...le financement direct du gouvernement n'a pas été indexé – Pour la plupart des communautés, le financement annuel de SAC pour le logement est demeuré le même depuis 1996, malgré l'augmentation des coûts du logement et la croissance démographique. Les augmentations de fonds ont pris la forme d'injections de courte durée... le financement par unité était souvent insuffisant... , plusieurs communautés ont toujours le sentiment qu'elles ont peu de contrôle sur le type et la nature des unités bâties... une pénurie de capital de toutes sources

COMPTE RENDU DE L'APN

Novembre 2019

limite la capacité des communautés de bâtir un nombre suffisant de logements... Le temps qui s'écoule entre l'approbation des budgets et le versement des fonds aux communautés peut obliger les communautés à construire les unités en quelques mois avant la fin de l'année. »

Il y a sept recommandations et 33 objectifs; les **recommandations** sont des « mesures à court terme qui peuvent améliorer la prestation des services et les résultats, mais des voies de financement additionnelles et une transformation à long terme seront nécessaires pour combler l'écart ».

1. Clarifier les objectifs communs et annoncer publiquement les progrès.
2. Améliorer la coordination horizontale au sein du gouvernement fédéral et améliorer les communications avec les Premières Nations.
3. Offrir un meilleur soutien en matière de gouvernance, ce qui inclut des gestionnaires du logement.
4. Fournir un financement plus prévisible et plus flexible, et réviser les niveaux de financement pour les aligner avec les objectifs en matière de logement.
5. Réviser la directive nationale sur les allocations de logement.
6. Utiliser les données de manière stratégique pour appuyer les résultats, créer une base des preuves plus solide et appuyer le développement d'une base de données des Premières Nations.
7. Intégrer des conclusions additionnelles, incluant la promotion de pratiques exemplaires et d'innovations.

Prochaines étapes : SAC et la SCHL élaborent un plan d'action visant à mettre en œuvre les recommandations. Des représentants du

gouvernement ont indiqué que l'APN et les Premières Nations pourront présenter des commentaires au moment de la mise en œuvre.

Faits saillants et critique : Les Premières Nations ne devraient pas avoir des attentes trop élevées concernant ce rapport. L'origine des fonds pour la mise en œuvre des recommandations et des objectifs ayant un coût est incertaine. Certaines des recommandations sont louables, mais il y a beaucoup d'inconnus. De plus en plus, le logement des Premières Nations sera considéré au moyen d'une optique de santé, mais rien ne garantit que la prestation des services s'en trouvera améliorée ou que le résultat sera de meilleurs logements. Aucun nouveau financement n'est octroyé, bien que le rapport recommande des « voies de financement additionnelles ».

La coordination entre SAC et la SCHL pourrait être meilleure. Bien que l'accent soit au sein du gouvernement, plus de postes de gestionnaires du logement pourraient être créés pour des Autochtones à court ou à moyen terme. Les formules utilisées sous-entendent que les Premières Nations sont responsables ou à l'origine des divers problèmes, bien que les problèmes soient le plus souvent attribuables à un financement insuffisant du gouvernement fédéral. Nous voyons d'un bon œil que le représentant du BCP accepte de faire partie de l'équipe. L'équipe fait rapport au groupe de travail du sous-ministre sur la réconciliation, qui recevra les plans d'action élaborés par SAC et la SCHL. Le rapport fera l'objet de discussions avec des cadres régionaux de SAC et de la SCHL.

LA NATION DÉNÉE TENTE D'OBTENIR LE CONTRÔLE DU LOGEMENT

COMPTE RENDU DE L'APN

Novembre 2019

La Nation dénée prend des mesures pour obtenir le contrôle du logement de ses membres. Les programmes de logement pour les Premières Nations des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) sont très différents de ceux des régions du sud. Actuellement, les programmes de logement sont gérés par la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest (SHTNO). Les programmes de la SHTNO aident tous les résidents nonobstant leur identité ou leur statut. La Nation dénée n'a pas l'expertise technique nécessaire en matière de logement pour aider ses communautés et ces dernières n'ont pas de personnel consacré au logement. Malgré cela, des représentants des cinq régions de la Nation dénée se sont réunis vers la fin du mois de mars 2019 pour commencer l'élaboration de leur plan de logement. L'APN fournit une assistance continue à la Nation dénée pour trouver les ressources dont elle a besoin afin de répondre aux besoins de logement de ses membres.

